

Pouvoir d'emprunt—Loi

Grâce aux efforts concertés de l'opposition et aux vives protestations des Canadiens en général, nous avons pu forcer le gouvernement à revenir sur certaines de ses propositions les plus néfastes. Le gouvernement est revenu sur son projet de ne plus protéger les pensions de vieillesse contre l'inflation et il a rétabli l'exemption de la taxe de vente sur certains appareils médicaux.

L'inéquité du premier budget conservateur ressortait du traitement accordé aux grosses sociétés et à la petite minorité de Canadiens nantis. Alors que les Canadiens à revenus faible et moyen étaient durement frappés par le budget, ces groupes s'en sortaient pratiquement indemnes, pour ne pas dire plus.

D'une part, le gouvernement faisait disparaître la protection contre l'inflation, désindexait le régime d'impôt des particuliers et procédait à des razzias fiscales contre les Canadiens à revenus faible et moyen, et d'autre part, il accordait avec 4 p. 100 de la population les mieux nantis, qui pouvaient se le permettre, une exemption à vie de \$500,000 sur les gains en capital. Aucune condition n'était attachée à cette exemption; les investissements y donnant droit n'avaient pas à favoriser la croissance économique. Il s'agit tout simplement d'une prime non sollicitée et injustifiée, qui ne fait que compliquer davantage le régime fiscal.

Il est important de se rappeler cela au sujet du budget du gouvernement de l'année dernière, car ces mesures s'appliquent à l'heure actuelle. A l'instar du ministre des Finances et d'autres partisans du gouvernement, je crois que nous devons envisager ces deux budgets comme un tout. Nous, de l'opposition officielle, étions et sommes encore contre les mesures adoptées par le gouvernement dans son premier budget, l'année dernière. Nous jugions à l'époque, et c'est encore notre opinion, que la réduction du déficit ne doit pas se faire sur le dos des Canadiens à revenus moyen et faible. Nous avons exhorté le gouvernement à profiter de l'occasion que lui donnait son second budget, pour redresser certains des torts causés par son premier budget. Nous l'avons invité à modifier l'exemption sur les gains en capital, en l'assortissant de certaines conditions. Nous voulions que le gouvernement comprenne que ces mesures créent un écart entre les nantis et les pauvres de la société. Nous l'avons exhorté à présenter des mesures montrant qu'il avait un plan bien arrêté permettant de favoriser la croissance économique.

L'opposition officielle n'était pas seule à inciter le gouvernement à le faire: beaucoup d'autres Canadiens lui ont demandé de présenter un budget équitable et innovateur, y compris des organismes sociaux, des hommes d'affaires et des particuliers. Malheureusement, le 26 février nous avons constaté que le gouvernement ne les avait pas écoutés. Ce jour-là, ils ont eu droit à du pareil au même, soit des impôts additionnels et encore plus de taxes camouflées.

L'an passé, j'ai fait des discours sur les mesures budgétaires et le pouvoir d'emprunt; la situation a si peu changé que je pourrais pratiquement les répéter mot à mot cette année. Les deux budgets ont exactement le même but: soutirer autant de recettes fiscales que possible des Canadiens à revenus moyens et modestes pour réduire le déficit et prouver aux investisseurs étrangers que le gouvernement conservateur est capable d'administrer notre économie. Il est peut-être trop tôt pour analyser la réaction des autres pays, mais le dollar a fléchi chaque jour depuis la présentation du budget il y a 48 heures. Nous

devrons probablement attendre encore une ou deux semaines avant de savoir ce que les investisseurs étrangers pensent d'un gouvernement qui, dans deux budgets consécutifs, opte pour la méthode traditionnelle qui consiste à taxer davantage pour garnir ses coffres. Y verra-t-on une indication du sort que le gouvernement réserve aux Canadiens?

La réaction à l'exemption inconditionnelle de \$500,000 sur les gains de capital a été peu enthousiaste, pour ne pas dire carrément négative: pourtant, on n'y a rien changé. Le ministre aurait mérité des félicitations s'il avait admis son erreur et s'était engagé à imposer certaines conditions afin que ceux qui en bénéficient contribuent à faire prospérer l'économie canadienne d'une façon ou d'une autre. Malheureusement, il ne l'a pas fait.

A l'augmentation de 1 p. 100 de la taxe de vente fédérale prévue dans le dernier budget s'ajoute une nouvelle augmentation de 1 p. 100 dans prévue ce budget-ci qui frappe tous les articles imposables, y compris l'essence. Nous devrions nous rappeler que, comme le coût de l'essence entre aussi dans le coût de la fabrication, du conditionnement, du transport, de l'entreposage et de la vente au détail, toute augmentation du coût de l'essence se traduit par des prix plus élevés à la consommation.

● (1230)

Ce n'est qu'une mesure parmi tant d'autres prévues dans ce budget, qui sont inflationnistes. Les Canadiens devront se serrer davantage la ceinture pour payer encore 1.9 milliard de dollars au fisc, alors que l'impôt exigé des sociétés n'augmentera que de 380 millions.

Par suite des deux derniers budgets du gouvernement conservateur, les Canadiens gagnant des revenus moyens et modestes auront moins d'argent à leur disposition, car leur fardeau fiscal sera alourdi, et il leur faudra avec leurs revenus amoindris acheter des biens plus coûteux du fait de l'augmentation des taxes.

Les petits dédommagements prévus dans le budget de 26 février ne réussiront pas à indemniser les Canadiens de ce qu'ils perdent du fait de ces razzias fiscales répétées. Le présumé remboursement de la taxe de vente fédérale sera utile à quelques Canadiens démunis, mais ce ne sera qu'une aumône en comparaison des sommes que ces gens perdront au fil des ans par suite des effets cumulatifs de la désindexation et des augmentations d'impôt.

Le ministre a proposé de remettre aux familles à faible revenu le crédit d'impôt pour enfant quelques mois plus tôt, et je ne comprends pas comment le gouvernement se vante ainsi de faire preuve de générosité. Comment peut-il se féliciter de rembourser à des particuliers l'argent qu'il leur doit?

Ce sont là les deux mesures que les ministériels avancent comme preuve de la compassion et de l'équité du gouvernement conservateur. Je dirai simplement que ce sont là des mesures restreintes et peu coûteuses qui seront très largement compensées par la surtaxe de 3 p. 100.

Nous verrons bien si cette attaque concertée contre les classes moyennes aura l'effet escompté par le gouvernement. Certes, les recettes vont augmenter, mais le gouvernement espère également convaincre les investisseurs étrangers qu'il est décidé à gérer judicieusement l'économie. Cela me rappelle une inquiétude dont j'ai parlé tout à l'heure. Comment le gouvernement entend-il stimuler la croissance économique?